

## Brèves économiques d'Afrique australe

### Faits saillants – Semaine du 9 au 16 février 2018

- Afrique du Sud : Ralentissement des ventes de détail à +5,3 % en g.a en décembre
- Afrique du Sud : Le taux de chômage diminue à 26,7 % au T4 2017
- Angola : Le budget 2018/19 de l'Etat angolais approuvé par les députés
- Botswana : Maintien du taux directeur à 5 %, et baisse de l'inflation à +3,1% en janvier
- Mozambique : Léger ralentissement de la croissance du PIB à +3,7% en 2017
- Namibie : Maintien du taux directeur à 6,75 % et légère baisse de l'inflation à 3,6% en janvier

### Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 16 février	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier
Afrique du Sud	11,6 ZAR	+4,1	+5,7	+11,6	+18,3
Angola	207,9 AOA	+0,8	-12,5	-20,2	-20,2
Botswana	9,4 BWP	+2,7	+3,7	+9,9	+13,7
Mozambique	60,9 MZN	+0,2	-3,5	+16,4	+17,7
Zambie	9,8 ZMW	-0,2	+0,3	-0,9	+1,7

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

### Afrique du Sud

*Ralentissement des ventes de détail à +5,3 % en g.a en décembre (Autorités)*

Pour le dernier mois de l'année, les ventes de détail ont augmenté de +5,3 % en g.a, en dessous de la hausse de +7,9 % en novembre mais bien au-dessus du consensus du marché qui s'établissait à +4%. Tous les secteurs ont contribué positivement à la croissance cette année, en particulier ceux de la grande distribution, du textile et de l'habillement et des autres commerçants (à hauteur de 1,4 point de pourcentage chacun). En moyenne sur 2017, les ventes ont progressé de +3%, soit un rythme supérieur à celui de 2016 (+1,7 %) et aux prévisions des institutions étant donné le faible niveau de confiance des consommateurs et la fragilité du marché du travail. La reprise des principaux indicateurs en novembre et décembre dernier devrait venir stimuler les chiffres du PIB au T4 2017.

*Le taux de chômage diminue à 26,7 % au T4 2017 (Autorités)*

Au T4 2017, le taux de chômage a chuté à 26,7 % de la population active (contre 27,7% au T2 et T3 2017), soit un total de 5,9 millions de personnes sans emploi. Cette baisse reflète en majorité l'augmentation des travailleurs découragés qui représentent désormais 2,5 millions de personnes (+4,4% en g.t), le nombre de personnes employées ayant diminué sur le trimestre (-0,1% en g.t). Les perspectives de croissance pour 2018 paraissent néanmoins plus favorables avec l'amélioration du climat politique, l'accélération de la croissance mondiale et le renchérissement des prix des produits de base qui devraient favoriser l'investissement et la création d'emploi dans le secteur privé.

*Zuma démissionne, Ramaphosa prend le relais*

Premier effet économique de la démission du Président Zuma, le rand, signe de la confiance des marchés dans le « leadership » de Cyril Ramaphosa, s'est apprécié. Si le 14 février, le change s'affichait à 11,92 ZAR pour 1 USD et à 14,76 ZAR pour 1 euro, hier il atteignait 11,72 ZAR pour 1 USD et 14,60 ZAR pour 1 euro.

On peut, toutefois, penser qu'une fois l'événement « digéré » par les milieux économiques, la monnaie sud-africaine devrait rapidement retrouver son cours d'avant la démission du Président autour de 12 ZAR pour 1 USD et de 15 ZAR pour 1 euro.

### **Angola**

*Le budget 2018/19 de l'Etat angolais approuvé par les députés*

Le premier budget annuel de l'Etat sous la gouvernance de J. Lourenço a été approuvé par les 136 députés de la majorité (MPLA) le 14 février 2018 (l'opposition ayant voté contre ou s'étant abstenue). Etabli à 9 658 Md AOA (soit 37,2 Md EUR), le budget 2018/19 a été modifié par les députés, notamment pour augmenter la part attribuée à l'éducation et à la santé (qui ne représentent que 4,8 et 3,6% du budget total). Cette augmentation a été possible notamment par l'abaissement du budget attribué à Sonangol (de 7 à 5%) et se traduira par une augmentation du déficit fiscal (financé par l'endettement) de 3% à 3,5%.

*L'Angola met fin à l'émission de bons du Trésor indexés au dollar (Autorités)*

Le Ministre des Finances angolais, Archer Mangureira, a déclaré la fin de l'émission de bons du Trésor indexés sur le dollar. Cet instrument permettait à l'Etat de se financer et constituait, pour les entreprises, l'un des seuls moyens de protection contre la dépréciation du Kwanza. Cette nouvelle politique de financement qui a notamment pour but d'atténuer l'actuelle courbe de l'endettement, passera aussi par un endettement via des produits à plus longue maturité.

*Ralentissement de l'inflation à +22,7 % en g.a en janvier (Autorités)*

En janvier, l'inflation a baissé à +22,7 % en g.a après une hausse à 23,7% en décembre dernier. Elle reste néanmoins à un niveau élevé avec une moyenne de +28,9 % sur l'ensemble de l'année 2017 (contre +32,4 % en moyenne en 2016 et une prévision de +30,9 % selon le FMI). En rythme mensuel, le niveau des prix a cependant accéléré passant d'une augmentation de +1,2% en décembre à +1,5% en janvier.

### **Botswana**

*Maintien du taux directeur à 5 %, et baisse de l'inflation à +3,1% en janvier (Banque centrale)*

Le 13 février, la Banque centrale a décidé de maintenir le taux directeur à 5 % compte tenu des perspectives favorables d'inflation (taux d'inflation revenu depuis janvier 2017 au-dessus de la limite inférieure de la fourchette de 3-6 % suivie par la Banque centrale). La dernière baisse remonte à fin octobre, où la BoB avait abaissé le taux directeur de 50 ppb du fait de la modération de l'inflation importée et du bon niveau du taux de change. Par ailleurs, en janvier, le taux d'inflation a légèrement baissé à +3,1 % en g.a après +3,2 % en décembre soit une augmentation de 0,4% en rythme mensuel.

### **Mozambique**

*Recul de l'inflation à +3,8% en g.a en janvier (Autorités)*

Pour le premier mois de l'année 2018, l'inflation s'est établie à 3,8% en g.a. en janvier 2018 après 5,7% en décembre dernier et contre 20,5% à la même période l'année précédente. Cela poursuit le phénomène de désinflation présent depuis mars et qui a vu la croissance du niveau des prix perdre près de 16 points de pourcentage.

*Léger ralentissement de la croissance du PIB à +3,7% en 2017 (Autorités)*

Selon les déclarations de la porte-parole du gouvernement, la croissance du PIB s'est établie à +3,7 % en 2017. Cette performance est légèrement en deçà de celle enregistrée en 2016 (+3,8%) et surtout bien plus faible que celle observée sur la période 2010 – 2015 (+7% en moyenne). La croissance a été principalement portée par le secteur primaire (+9,0%) qui a bénéficié du dynamisme des industries extractives (+32,4%). Le secteur tertiaire a, quant à lui, affiché une croissance de +3,1% tirée par les activités de transport et de télécommunications (+5,2%). Le secteur secondaire, enfin, a connu une année difficile avec une croissance négative de 3,4% : c'est dans les secteurs de l'électricité, de l'eau et du gaz que la baisse a été la plus prononcée avec une contreperformance de -7,1%.

### **Namibie**

*Maintien du taux directeur à 6,75 % et légère baisse de l'inflation à +3,6% en janvier (Banque centrale)*

Le 14 février, la Banque centrale a décidé de maintenir son taux directeur à 6,75 %, un niveau jugé approprié pour continuer à soutenir la croissance économique intérieure tout en maintenant la parité entre le dollar namibien et le rand sud-africain. Le niveau d'inflation est en baisse à +3,6% en janvier contre 7% en janvier 2017.

### **Zambie**

*Remplacement du Ministre des Finances par Margaret Mwanakatwe*

Le 14 février, le Président Edgar Lungu a procédé à un remaniement de son gouvernement avec notamment le remplacement de Felix Mutati au poste de Ministre des Finances par Margaret Mwanakatwe, une technocrate du secteur privé. Ce changement soulève des questions quant à la poursuite des négociations du programme FMI.

#### **Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

#### **Clause de non-responsabilité**

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



**Auteur :** Service Economique Régional de Pretoria

**Adresse :** Ambassade de France en Afrique du Sud

**Rédigées par :** Mathilde LIMBERGERE

**Revues par :** Pascal CARRERE